

Un week-end d'enfumage sur les retraites pour la sortie du grand débat

Médiatisés sans précaution, certains propos peuvent faire illusion quelques heures durant. Ce fut le cas ce week-end avec ceux tenus par Stanislas Guérini, délégué général de La République en Marche, le parti de Macron à propos des pensions de retraite. "Il faut revenir sur la sous-indexation des pensions pour les retraités les plus modestes. Pour ceux-là, les retraites doivent être réindexées à l'inflation", a-t-il dit à Chartres et dans le Parisien. Mais il n'a pas donné de chiffre sur la somme mensuelle à partir de laquelle cette indexation serait souhaitable à ses yeux. Il n'a pas davantage proposé de date pour cette ré-indexation. Il a délibérément occulté les allocations familiales et l'APL qui, elles aussi, ont été désindexées de l'inflation pour n'augmenter que de 0,3% en 2019 et en 2020, comme les pensions de retraite.



Comment faire confiance à un président de la République qui promet un système de retraite plus équitable aux futurs retraités quand ce même président décide de réduire les pensions des actuels retraités en ne respectant pas les droits acquis par de longues années de cotisation ?
Photo : AFP

Samedi et dimanche, les télévisions et les radios nous ont laissé entendre qu'il y aurait bientôt une bonne nouvelle pour les 16 millions de retraités que compte le pays. On sait que plus de dix millions d'entre eux ont perdu près de 4% de leur pouvoir d'achat en 2018 du seul fait de l'augmentation de la CSG 1,7% sur les pensions brutes. Cette mesure injuste a diminué les pensions nettes de 1,83%. Et en même temps, comme le dit Macron, l'augmentation moyenne des prix a été de 1,8% sur un an. Comme si cela ne suffisait pas, le président de la République et son gouvernement ont annoncé que les pensions de retraite ne seraient revalorisées que de 0,3% en 2019 et en 2020. Voilà qui fera encore perdre aux retraités près de 2% de pouvoir d'achat par an, soit un total proche de 8% sur trois ans après des années que quasi blocage sous la présidence de François Hollande.

Avec Macron, le diable se cache toujours dans les détails

Il fallait avoir ces chiffres en tête en entendant les télévisions et les radios nous dire que Stanislas Guérini, délégué général de La République en Marche, proposait la ré-indexation des pensions de retraites sur l'inflation. Mais, avec Emmanuel Macron et son parti de supporters, le diable se cache toujours dans les détails. Certains médias laissaient entendre qu'il s'agissait de ré-indexation pour tous les retraités. D'autres notaient que la mesure ne concernerait que les retraités modestes. Bref, il fallait avoir sous les yeux l'édition dominicale du Parisien pour lire la question du journal et la réponse du petit chef des Marcheurs à la botte de Macron. Cela donnait le dialogue suivant :

"Le malaise des retraités a aussi nourrit la crise des gilets jaunes que faire ?" questionnait le journal.

Réponse de Guérini : "il faut revenir sur la sous-indexation des pensions pour les retraités les plus modestes. Pour ceux-là, les retraites doivent être réindexées à l'inflation".

Stanislas Guérini ne précisait pas le niveau de pension en deçà duquel il préconise une indexation sur l'inflation. Comme *le Parisien* ne l'évoquait pas non plus, on ne sait pas si Guérini la situe au niveau du SMIC, qui est le salaire minimum des actifs travaillant à plein temps, ou en deçà.

Stanislas Guérini ne parlait que des pensions des retraités les plus modestes. Du coup, outre la majorité des retraités qu'il ne classe pas dans cette catégorie, son propos nous disait en creux que les familles qui perçoivent des allocations familiales pour élever leurs enfants et les locataires qui bénéficient de l'Aide Personnalisée au logement (APL) n'ont rien à attendre du parti du président Macron et du gouvernement. En effet, tout comme les pensions de retraites, il est prévu que ces deux prestations ne seront revalorisées que de 0,3% en 2019 et en 2020. Or, plus un ménage est pauvre, plus la part de ces prestations est importante pour l'équilibre de ses ressources. Ce sont donc les pauvres qui continuent de payer les cadeaux faits aux plus riches puisque Guérini laisse clairement entendre que l'on ne rétablira pas l'Impôt de solidarité sur la fortune (ISF) supprimé par Macron dès son arrivée au pouvoir.

Qu'attendre de la réforme des retraites dans ces conditions ?

Nous savons aussi que le président de la République a demandé à sa majorité parlementaire de réformer les systèmes de retraites dont les pensions sont jusqu'à présent calculées à partir des annuités de cotisation. Il est prévu de mettre en place un système unique de droits acquis par points. A ce propos, Emmanuel Macron ne cesse de répéter qu'il créera

"un système universel des retraites dans lequel un euro cotisé donnera les mêmes droits quel que soit celui qui a cotisé".

On sait que ce système sera défavorable aux personnes qui auront souvent été victimes du chômage dans leur carrière. Mais une autre question se pose déjà. Comment faire confiance à un président de la République qui promet un système de retraite plus équitable aux futurs retraités quand ce même président décide de réduire, de deux manières douteuses et injustes, les pensions des actuels retraités en ne respectant pas les droits acquis par de longues années de cotisation ?

En effet, le pouvoir a augmenté la CSG des retraités de 1,7% sur les pensions brutes pour que les actifs bénéficient d'une petite augmentation du salaire net via la suppression des cotisations salariales pour la maladie et le chômage.

Du coup, cette augmentation marginale du salaire net n'a rien coûté aux patrons, à commencer par ceux du CAC 40. Et en même temps, la sous-valorisation des pensions par une augmentation de 0,3% seulement en 2019 et en 2020 a été choisie par Macron et ses ministres de droite que sont Edouard Philippe, Bruno Le Maire et Gérald Darmanin pour faire payer par les retraités et par les familles qui perçoivent des allocations familiales et de l'APL les cadeaux faits aux riches via la suppression de l'ISF sur laquelle Macron refuse toujours de revenir !

Dans un entretien accordé au *Journal du Dimanche*, Sébastien Lecornu, un autre ministre venu de la droite déclare, qu'en avril,

"Emmanuel Macron clôturera le grande débat et précisera sa vision en donnant les grandes axes de réponse et le sens de la direction à suivre pour le gouvernement (...) Il faut rester dans l'épure de l'ADN du macronisme", croit-il utile d'ajouter .

Les retraités comme les gens de condition modeste sont donc prévenus.

Seule la lutte fera reculer ce pouvoir au service des riches.

Gérard Le Puill